



**PREMIÈRE  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Paris, le 10 octobre 2023

**Réponse de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre, lors des questions d'actualité au  
Gouvernement sur les attaques terroristes ayant visé Israël**

**Assemblée nationale**

**Mardi 10 octobre 2023**

*Seul le prononcé fait foi*

Madame la Présidente,  
Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Ce samedi 7 octobre, l'horreur s'est abattue sur plusieurs villes d'Israël.  
Et quelques heures plus tard, nous allons découvrir l'ampleur, la gravité et la barbarie de  
l'attaque terroriste commise par le Hamas.  
Des tirs de roquettes massifs.  
Des civils visés.  
Des femmes, des hommes, des personnes âgées, des enfants : exhibés, humiliés, pris en otage,  
tués.

Ces images ont été un choc.  
Elles étaient probablement encore en dessous de la réalité.

Dans les heures qui ont suivi, nous avons découvert 260 victimes dans le désert, des jeunes  
femmes et des jeunes hommes sauvagement assassinés.  
Et encore ce matin, nous sommes frappés par l'horreur avec la découverte d'un charnier d'une  
centaine de corps, dans le kibboutz de Beerli, à l'est de Gaza.

Ces drames ont un retentissement particulier en France.  
Notre pays connaît trop bien le prix et les souffrances du terrorisme.  
Notre pays a un rôle à tenir pour défendre, toujours, la démocratie et la liberté.

A nouveau, je veux dire mon soutien aux victimes et aux familles, dont nous partageons la  
douleur.

Permettez-moi, comme vous l'avez fait, Mesdames et Messieurs les Présidentes et les Présidents, d'avoir une pensée particulière pour les familles françaises qui souffrent aujourd'hui.

Nous déplorons à l'heure actuelle 4 décès parmi nos ressortissants, et nous cherchons encore des nouvelles de 13 de nos compatriotes, dont la situation est extrêmement préoccupante. Certains sont probablement pris en otage. Parmi eux, un enfant de 12 ans. Nous sommes en lien constant avec les familles et mes pensées vont vers elles. Et nous veillons, en lien avec Air France, à ce que des vols puissent reprendre au plus vite.

Nous sommes face à une attaque terroriste, commise par un groupe terroriste : le Hamas. Un groupe reconnu comme tel par la France comme par l'Union européenne. Une attaque commise avec l'aide du Jihad islamique, qui a aussi revendiqué ces actes. Une attaque odieuse, inacceptable.

Encore tout à l'heure, le Président de la République s'est exprimé dans les termes les plus clairs. Nous condamnons ces actes avec la plus grande fermeté. L'ensemble des démocraties du monde les ont condamnés avec la plus grande fermeté. C'est la seule réponse possible. Sans ambiguïté.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ne nous trompons pas sur ce qui vient de se passer. Nous faisons face à un changement d'échelle. L'ampleur de l'opération, sa complexité, son exécution : tous ces éléments le démontrent. La barbarie et le niveau de violence inimaginables, nous rappellent les pires moments de notre combat contre l'Etat islamique. Ceux qui ont soutenu, financé et armé le Hamas ont basculé, avec lui, dans l'ignominie.

Dans ces heures graves, la responsabilité doit guider notre action.

Notre message est clair. Le Président de la République l'a rappelé ce matin :

D'abord, un soutien total à Israël et à sa population. Nous nous tenons à leurs côtés. Et Israël a le droit de se défendre face au terrorisme. Face à la barbarie des attaques terroristes, personne ne peut lui dénier ce droit.

Ensuite, nous devons tout mettre en œuvre pour permettre la désescalade et éviter l'embrasement de la région. Tous les civils doivent être protégés, et le droit international respecté.

La diplomatie est à l'œuvre. Le Président de la République a multiplié les échanges avec ses homologues. La ministre des Affaires étrangères est pleinement mobilisée avec l'ensemble de nos diplomates.

Nous restons en contact très étroit avec nos partenaires dans la région.  
Chacun doit mesurer les risques de la situation.

Enfin, je veux le dire, nous sommes vigilants dans notre pays, et nous ne tolérerons aucun acte, aucun propos antisémite en France.

Nous ne laisserons passer aucun débordement ni sur la voie publique, ni dans l'espace numérique.

Notre cadre républicain est clair.

Il s'appliquera avec la plus grande fermeté à tous ceux qui voudraient utiliser ce conflit comme prétexte à l'antisémitisme, que ce soit dans nos rues, dans nos écoles, dans nos universités.

Et je veux adresser un message à la communauté juive de notre pays, choquée et dont je mesure l'angoisse : nous sommes avec vous.

S'en prendre à vous, c'est s'en prendre à toute la République.

Dès samedi, le ministre de l'Intérieur a adressé des messages de vigilance à tous les préfets et aux forces de l'ordre.

Avec le concours des militaires de Sentinelle, la protection des lieux sensibles a été renforcée. Enfin, nos services de renseignement travaillent activement à la détection des menaces afin de prévenir tout acte de violence.

Mesdames et Messieurs les députés,

Je veux également être claire sur un point :

La France a toujours été l'artisan de la paix.

Elle le reste, et malgré l'horreur des événements, ces violences injustifiables ne doivent pas nous détourner de la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient et d'une solution politique dans le conflit israélo-palestinien.

Le Hamas ne cherche pas à répondre à ces aspirations.

Il a démontré que son seul objectif, c'est de faire couler le sang.

Dans ce contexte, nous n'ignorons pas les interrogations sur notre aide humanitaire.

Notre aide est versée à des organismes de l'ONU sur place, qui agissent directement pour l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la santé ou l'éducation.

Nous sommes extrêmement vigilants à ce qu'aucun euro d'aide française ne parvienne à une quelconque organisation terroriste, ni à Gaza, ni ailleurs.

Mesdames et Messieurs les députés,

Israël, un pays ami et allié, vit un traumatisme terrible.

Un traumatisme qui nous replonge 50 ans en arrière.

Notre devoir est d'être aux côtés de la démocratie.

Notre devoir est de dénoncer sans relâche le terrorisme.

Notre devoir est de tout mettre en œuvre pour trouver le chemin de la paix, grâce à la diplomatie.

Ce chemin sera très long, mais nous ne pouvons pas baisser les bras.

Nous devons tout faire pour trouver une solution politique et mettre fin aux décennies de ce conflit territorial.

La France tiendra sa place.

Dans ces moments tragiques, je trouve choquant et désolant d'entendre des voix dissonantes jusque sur ces bancs.

C'est par la cohésion nationale et par la défense de nos valeurs républicaines que nous pourrons être à la hauteur !

Je vous remercie.